À partir des idées principales de l'article et en vous appuyant sur vos expériences personnelles et d'exemples concrets tirés de votre environnement culturel, composez un essai dans lequel vous réfléchirez à comment, dans un monde changeant, la colère peut comporter tant des traits positifs que des traits négatifs. Plus généralement, vous montrerez de quelle manière les changements qui ont eu lieu sur le plan émotionnel dans la société dans laquelle vous vivez sont liés à la globalisation.

La colère, émotion révélatrice des failles et fractures de la « globalisation » ?

- Myriam Benraad

- Dans Diogène **2020/3-4 (n° 271-272)**, pages 269 à 286

Au-delà de son ascension ininterrompue comme paradigme pour un nombre non négligeable de disciplines en sciences humaines et sociales, la vulgarisation, notable à partir des années 1990, du terme « globalisation » s'est accompagnée d'un grand nombre de présupposés théoriques et normatifs. Parmi eux, la notion que le « tout-global » ne pourrait raisonnablement que profiter à l'ensemble des personnes et des sociétés, que le « nouvel ordre international » émergeant de la fin de la bipolarité serait tout entier animé par une force fondamentalement positive, garante de paix, synonyme de circulation libre et profitable des idées, des biens et des personnes, mais aussi d'échanges et d'opportunités pour tout un chacun. Dans la continuité de la modernisation lue comme une source de progrès, cette « globalisation » représentait aux yeux de ses partisans un processus planétaire vertueux d'accroissement ininterrompu des richesses, de triomphe de la démocratie libérale, de refonte des institutions multilatérales, de reconfiguration paisible des rapports entre les hommes, de promotion d'une diversité culturelle ne pouvant que conduire au bien commun et au bonheur partagé. Certains économistes se sont penchés sur les rapports entre globalisation, croissance économique et bonheur (Bran et al. 2015), de même que sur les répercussions de la globalisation sur les niveaux de bonheur parmi les nations (Lin et al. 2017).

Car sur le plan des émotions, ses plus fidèles défenseurs formulaient l'hypothèse, en filigrane, d'une « expérience globale » individuelle et collective nécessairement heureuse, de félicité et d'accomplissement, articulée autour de sentiments de bienveillance et bienfaisance, incarnés dans certains discours emblématiques, comme, par exemple, dans le secteur de la santé (Hanson 2017), d'un élan spontané vers l'avenir au sortir d'un siècle marqué par un long déchaînement d'animosités et de passions destructrices. Trente ans plus tard, ce postulat n'a pas disparu des débats scientifiques au sujet de la globalisation mais se voit indéniablement, sinon brutalement mis à mal par l'expansion d'affects négatifs aux quatre coins du monde, lesquels semblent avoir pris le dessus sur des dispositions sociopolitiques plus apaisées et sereines, ou que l'on pourrait encore décrire ici comme « tranquilles ». Parmi ces émotions figure, au premier plan, la colère, qui s'exprime à travers un vaste éventail de phénomènes internationaux, plus particulièrement collectifs st politiques : violences, terrorismes, soulèvements armés, indignations populaires et montée en force des populismes et nationalismes, regain d'autoritarisme, amplification inédite des haines, guerres civiles et conflits gelés, rancœurs nouvelles ou plus anciennes, belligérances numériques de haute intensité.

Sans doute plus que par le passé, la colère est vive et visible partout, à la fois mise en lumière par la dynamique de globalisation et comme surgissement accentué par celle-ci, dont elle donne en quelque sorte à voir la *face sombre*. La crise sanitaire provoquée par la COVID-19 depuis le printemps 2020, avec son cortège d'indignations retenues ou d'emportements plus marqués parmi les peuples, en est particulièrement emblématique. Au demeurant, et sans doute plus que tout autre phénomène présent, elle met en valeur le caractère éminemment global de la colère. Cette contribution se propose de mettre en regard cette émotion et ses manifestations en s'efforçant de déceler ce que la colère dit du « paradigme global » et de ses failles et fractures. En effet, le sentiment de colère est aujourd'hui singulièrement prononcé ; il parcourt autant la géographie qu'il rebat les cartes des rapports de pouvoir en son sein. Jour après jour, la colère ne paraît pas s'épuiser mais, au contraire, s'étendre de manière exponentielle, sinon terrifiante, aux quatre coins du monde. Cette « colère globale » s'exprime tantôt au grand jour, tantôt de façon plus discrète, feutrée, dans les entrefilets de l'actualité immédiate.

« Rage mondiale », « propagation du ressentiment », « généralisation de la haine » : les énoncés servant à décrire ce grand courroux ne manquent pas et se multiplient pour tenter d'en dessiner les contours et d'en discerner les aspects, ainsi que les logiques et les répercussions. De manière plus ou moins instinctive, nombreux sont ceux qui distinguent cette entrée bruyante de la colère au sein de l'arène globale, dont le terrorisme est aussi l'une des manifestations (Mishra 2016). La colère qui s'exprime à l'échelle globale renvoie aussi au degré d'insatisfaction montante de nombreux citoyens d'États démocratiques face aux politiques de leurs gouvernements et quant à l'efficacité des institutions censées les représenter (Colomer et Beale 2021). Il y a trente ans, peu auraient anticipé pareil changement, à un pas aussi rapide. La globalisation qui émergeait de la fin de la Guerre froide était essentiellement pensée comme une force positive et garante de paix, synonyme d'émancipation, d'une circulation libre et profitable des idées, des biens et des personnes, d'échanges et d'opportunités au bénéfice du plus grand nombre.

Comprendre la colère dans ses rapports à la globalisation est d'autant plus utile que les émotions ont opéré leur grand retour dans le champ des sciences sociales, dans le contexte d'un *emotional turn* (Hochschild 1983 ; Scheff 1990 ; Stets et Turner 2006) indissociable, sur de nombreux points, du *global turn* (Darian-Smith 2017) qui l'a accompagné. À rebours des approches les plus normatives, la colère ne peut en outre être analysée de manière univoque, au prisme de ses rapports négatifs au monde, comme une émotion agissant exclusivement *contre* la globalisation. De fait, elle est aussi une puissance constructive, inscrite *dans* cette même dynamique. Quels en sont les agents et manifestations ? En quoi la colère est-elle doublement réactive et motrice ? Quelles en sont les effets et quels enjeux s'y attèlent ? La colère est tout aussi réactionnelle et immédiate dans ses expressions qu'ancrée dans la durée. Chaque manifestation, chaque effet mesurable et chaque conséquence concrète d'une crise, quel que soit son type, se traduit par une kyrielle d'élans colériques qui ont pour dénominateur commun une défiance face au présent ainsi qu'une peur grandissante devant l'avenir proche comme plus lointain.

La colère signe-t-elle la fin d'une « illusion globale » ?

Passion politique et véritable mécanique de l'Histoire, la colère est-elle, au fond, si nouvelle et spécifiquement adossée à la globalisation ? Ou embrasse-t-elle une dynamique plus ancienne ? Est-elle forcément orientée vers un désordre jugé répréhensible ? Un bref panorama historique nous fournira quelques éléments préalables de discussion, voire de réponse, en donnant notamment à voir les propriétés intemporelles de cette émotion, de même que sa dimension universelle, par-

delà les époques et les lieux susceptibles de se ressembler tout en se différenciant sur bien des aspects. La colère autrefois exprimée par les Anciens, comme dans la Grèce antique où elle était présumée positive, voire qualifiée d'héroïque (Konstan 2006), ou encore dans l'Occident médiéval (Rosenwein et al. 1998), où elle était autant considérée comme un vice par l'Église que comme une valeur chevaleresque indispensable à la propagation de la foi chrétienne, n'est pas pleinement assimilable à celle vécue par les Modernes. Ce qui différencie les colères politiques présentes des époques antérieures tient pour l'essentiel à leur caractère plus collectif et structuré. En se répandant au xix^{e} siècle, la colère s'est graduellement « massifiée ». La trajectoire des sociétés occidentales n'est, de surcroît, pas identique à celle d'autres peuples. Or, une certaine « modernité globale » semble avoir fait converger les hommes et les femmes vers un ensemble de « régimes émotionnels » à large échelle, vers des expériences partagées dont la colère, comme d'autres émotions, est un exemple. Comment, dès lors, définir et donner son sens à la « colère globalisée » qui se dévoile sous nos yeux ?

S'interroger sur la place de la colère dans la globalisation implique, en premier lieu, de revenir sur les tentatives passées de conceptualisation de la vie émotionnelle et sur les terminologies et classifications du paysage affectif, d'en dépeindre, même brièvement, une histoire. À cet égard, un premier défi consiste à reconnaître la nature ainsi que les spécificités de chaque émotion en présence. La colère est-elle un *affect*, un *éprouvé*, une *émotion*, un *sentiment*, une *humeur*, une *sensation*, un *tempérament*, une *passion*, une *sensibilité*, une *disposition*, ou toutes ces notions à la fois ? Un examen interdisciplinaire des typologies existantes permet quelques clarifications préalables, sans néanmoins qu'elles s'avèrent définitives (Barbier 2018).

Bâti sur la racine latine *cholera*, signifiant la bile, le terme *colère* est apparu tardivement dans la langue française ; on lui a longtemps substitué le mot *ire*, tandis que *chole* connotait plutôt un emportement. « État affectif violent et passager » dans le Larousse, « contre ce qui nous blesse » (Littré), une « émotion de l'âme » et un « accès de fureur » (Nouveau dictionnaire de la langue française) : la colère est qualifiée de « primaire » par les psychologues, rangée dans la catégorie des émotions universelles. On la trouve dans toutes les sphères de l'existence, dans la littérature, le cinéma, les arts, et assez logiquement au centre de nombreux événements dits « globaux ». Par ailleurs, la colère n'est pas une émotion univoque mais un état multiforme. Qu'entretient-elle de si spécifique avec la globalisation ? Pour apporter un début de réponse à cette question, il faut étudier l'ample littérature consacrée aux émotions et plus spécifiquement à la colère et ses variantes dans le champ des relations internationales, que celle-ci recouvre des phénomènes collectifs (Linklater 2014) ou des motifs individuels (Brodersen 2018), en lien par exemple avec la violence politique dont se revendique un large spectre d'acteurs étatiques ou non (Wright-Neville et Smith 2009).

En outre, si elle demeure inachevée, une généalogie de cette colère globalisée a commencé à être plus sérieusement développée par les sciences sociales (Potegal et Novaco 2010 ; Dixon 2020). Au lendemain des Lumières, porteuses d'un idéal d'émancipation, de liberté et d'égalité, lequel ne s'est certes jamais entièrement concrétisé, la colère a laissé voir un immense ressentiment. Durant tout le xix^{e} siècle, elle s'est répandue comme une traînée de poudre en s'institutionnalisant de manière progressive et en imprégnant toute la politique, l'économie, les transformations sociales et les relations entre États, partout dans le monde où aucun espace n'a résisté au « rouleau compresseur » de la modernisation. Si la colère s'inscrit en creux des bouleversements politiques survenus à cette époque, peut-on considérer qu'elle s'est en quelque sorte généralisée, voire banalisée, avec le passage au second millénaire ? C'est une question qui s'est par exemple posée dans l'analyse des fusillades de masse des deux dernières décennies : aux

antipodes d'une représentation médiatique les réduisant à des incidents isolés et synonymes d'une violence insensée, des recherches récentes illustrent leur dimension colérique de premier plan (Fernandez et al. 2020) ainsi que leur propension à inspirer des actes semblables au-delà des frontières nationales. Quoique particulièrement répandues dans le contexte nord-américain, ces tueries touchent aujourd'hui beaucoup d'autres pays.

La globalisation est par conséquent très loin de n'avoir apporté que des bienfaits. Ce constat ne revient pas néanmoins à lui faire un procès, dans la mesure où le « tout-global » reste synonyme d'espérance et d'une certaine forme de gaieté dans plusieurs régions, surtout si l'on se retourne sur les siècles passés. À travers ce qu'ils désignent comme une « fusion des civilisations », les politologues Kishore Mahbubani et Lawrence H. Summers (2016) évoquent donc un « optimisme global ». Or la colère demeure indéniablement omniprésente, à tel point que d'autres chercheurs soulignent pour leur part les aspirations à une « déglobalisation » à l'ombre de colères locales (Dakhli et Bonnecase 2021), au terme d'une « hyperglobalisation » rapidement suivie d'une « anti-globalisation ». La colère s'est immiscée dans chaque recoin politique et chaque fissure géographique, dans chaque renoncement des élites face aux attentes et revendications de leurs populations, mais aussi face à de nouveaux enjeux globaux difficilement maitrisés sur le modèle du changement climatique (Kleres et Wettergren 2017). Pas un espace ne paraît échapper à ce « contrecoup émotionnel » : inégalités croissantes et mouvements sociaux toujours plus résolus et virulents ; sentiments d'exclusion et de rejet des gouvernants ; discriminations de tous types ; généralisation des hostilités.

Pendant longtemps, peu avaient considéré négativement la globalisation. On reconnaissait assez largement ses effets comme positifs, facteurs d'enrichissement, de prospérité des peuples et de liberté. Tout d'abord, une fois en marche, la globalisation ne pourrait être arrêtée, en dépit des critiques formulées pour mieux la contrôler. Beaucoup y trouvaient finalement leur compte en termes de profit – en particulier les firmes multinationales – et d'augmentation de leurs revenus et de leur niveau de vie ; ces acteurs n'avaient aucun intérêt à ce que cesse cette dynamique vertueuse. Du reste s'agissait-il, dans les années 1990, de la *doxa*, à savoir l'idée d'un capitalisme transnational n'ayant besoin d'aucun gouvernail, d'aucune régulation et d'aucune gouvernance. La nouvelle ère globale réduirait la pauvreté entre nations et augmenterait la richesse de ceux relégués auparavant parmi les plus délaissés, modifiant la nature de leur existence et muant en ingrédient d'une véritable recette de félicité (Bjornskov et al. 2007).

Le « village global », pour reprendre la formule consacrée par le sociologue américain Marshall McLuhan (1967), a toutefois montré un visage plus obscur, et la globalisation n'est en aucun cas une réussite incontestée. Elle est même, en large part, un échec en matière d'assurance d'un bonheur durable à celles et ceux qui en ont été les contemporains. Son extrême rapidité et son irrésistible avancée ont été lourdes en coûts humains, créant des « très heureux » comme des « très malheureux », devenus ensuite des « très colériques ». Si les sciences humaines et sociales ont été particulièrement critiques à l'endroit des processus de modernisation, elles n'ont pas été naïves non plus vis-à-vis de la globalisation. Ses conséquences en matière de bien-être font par ailleurs l'objet d'une littérature somme toute limitée (Tsai 2014). Des failles sont apparues, notamment sur la question de la distribution globale des richesses. La psychologie s'est intéressée au niveau de satisfaction des populations dans un environnement global, montrant, qu'en dépit de la corrélation entre PIB et bonheur par habitant, les nations les plus riches ne sont pas devenues plus heureuses que les plus pauvres, comme le révèle la prégnance des psychopathologies, de la dépression et du suicide. Au sein même de ces deux catégories existent de plus d'importantes disparités. Satisfaction et bonheur dans la « société globale » sont enfin, et simultanément, liés à d'autres

paramètres – libertés civiles, État de droit, transparence et démocratie – qui mettent en exergue l'enchevêtrement étroit entre « globalisation individuelle », « intégration globale » et « bien-être subjectif » (Tsai et al. 2012).

La perception d'une colère répandue, explosive, est aussi alimentée par d'autres affects comme la peur, et par tout un faisceau de discours politiques et médiatiques, de postures qui conduisent à penser mécaniquement que le temps présent serait plus colérique que d'autres. Il est possible d'envisager ces deux propositions comme valables en réalité. D'une part, celle qui consiste à voir la globalisation comme travaillée par une colère singulière et incomparable à tout ce que l'humanité a connu auparavant en raison des spécificités mêmes du contexte globalisé. D'autre part, celle qui considère que cet état d'exception n'est qu'une idée reçue, bâtie dans un moment propice à une intériorisation de la colère, mais qui ne rend que partiellement compte du réel. La colère n'est-elle pas par essence une émotion instable ?

À mi-chemin entre ces postures, l'essayiste indien Pankaj Mishra propose dans son ouvrage *L'Âge de la colère : Une histoire du présent* (2019) une double mise en perspective historique et intellectuelle des sources de ce qu'il appelle une « guerre civile globale » et qu'il fait remonter aux promesses rompues de la modernité dont les répercussions continueraient de se réverbérer. Parmi elles, l'équité, la sécurité, la stabilité, mais aussi l'opulence économique. Le résultat est un sentiment d'impuissance partagé par de nombreux peuples, au point que la colère est décrite comme une « affection » du monde moderne dont nous ne serions finalement que les héritiers. Inégalités de classes, montée des nationalismes, de la xénophobie et du racisme, poids écrasant de la misogynie, catastrophes écologiques, crépuscule du capitalisme néolibéral selon certains, dissolution du lien social, désespérance, asthénie : autant de signes d'une colère qui n'attendait sans doute que le bon moment pour éclater.

Par-delà les cultures, la colère s'est-elle « globalisée » ?

De Beyrouth à Hong Kong, de Bagdad à Santiago, de Barcelone au Caire, les protestations de grande ampleur qui ont fait irruption sur le devant de la scène internationale en 2019 ont donné à voir le poids d'une indiscutable colère globale, quoique les motifs colériques en question aient parfois énormément différé. Tous les continents étaient frappés de colère : au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine, en Europe, en Afrique, des milliers de manifestants, citoyens ordinaires, sont descendus dans les rues pour exprimer leur indignation. Par-delà des circonstances versatiles, les similitudes entre mouvements ont été frappantes. Parmi elles, un fort abattement social et économique, et des désillusions interrogeant non seulement la situation de ces pays mais plus largement l'état de la globalisation elle-même et des rapports en son sein. Les incidents qui ont provoqué l'explosion de colère n'étaient au fond que l'arbre qui cachait une forêt de griefs et de revendications tous et toutes plus anciens et communs à nombre de configurations dans lesquelles s'est déployée la colère, portée par une variété de groupes protestataires (jeunesses, travailleurs, femmes, minorités). Ces manifestations ont été l'occasion de mieux saisir en quoi la colère globale structurant nombre de mouvements sociaux possède une assise commune, au-delà des paramètres locaux, et que cette colère est née, au moins en partie, de problématiques transnationales comme le sous-emploi, la pauvreté ou les droits des femmes et des minorités.

Si ces manifestations ont été comparées aux soulèvements arabes de l'année 2011, elles ont été plus amples en termes de projection géographique, présentant certaines similitudes évidentes avec d'autres colères visant des appareils d'État. Certes, les soulèvements survenus il y a une décennie dans le monde arabe affichaient leurs spécificités propres d'un pays à l'autre, mais ils n'en restaient

pas moins partie prenante d'une globalisation plus vaste des revendications qu'ils articulaient et ne peuvent par conséquent être réduits à un simple épiphénomène régional. Les protestations de l'année 2019 ont permis, au moins partiellement, de remettre une fois encore en question les clichés « culturalistes » qui ont pu entourer lesdits « printemps arabes » de 2011, dépeints comme une explosion de colère spécifique à cette partie du monde, comme le signe d'une modernité non assimilée, comme un échec à s'adapter aux exigences du monde global. Cette représentation a beaucoup à voir avec les descriptions coutumières faites du monde arabe, de sa violence supposément culturelle et des crises politiques majeures qui le traversent. Cette assignation émotionnelle collective est d'autant plus saisissante qu'elle ne caractérise pas, ou peu, l'appréhension d'autres mouvements sociaux tels celui des travailleurs ruraux sans terre au Brésil et sur le continent latino-américain, ou encore celui des victimes de la faim et des famines en Asie du Sud, dont la colère est principalement liée au dynamisme de la lutte des classes et aux disparités de développement socio-économique (Rogers 2011). Ailleurs, la colère procède d'une ségrégation et d'une inégalité de droits, comme dans le cas des communautés habitant les ghettos d'Afrique du Sud et des Amérindiens autochtones du Canada (Reynaud 2014).

En 1990, dans son essai « The Roots of Muslim Rage », l'historien Bernard Lewis décrivait une « poussée de haine » en provenance du monde musulman qui, à ses yeux, rejetait en bloc la civilisation occidentale. Controversée, sa thèse soutenait que le monde musulman était entré en guerre à la fois contre les États-Unis et l'Europe, et que cette confrontation était inévitable. Une décennie plus tard, les attentats du 11 septembre 2001 lui conféraient une actualité inattendue lorsque George W. Bush déclarait que les musulmans, rangés derrière l'idéologie d'Al-Qaïda, « détestaient les libertés » de l'Occident. Si elle a fait nombre d'émules depuis, la notion d'une colère distinctement « musulmane » ne rend cependant pas compte de la violence qui se déploie dans cette région, principalement perpétrée par des extrémistes et autres radicaux. Il n'empêche que de nombreux citoyens et médias y ont largement adhéré.

Dans la perspective développée par Lewis, la colère serait une partie intégrante de l'histoire du monde arabo-musulman, au point de constituer un élément dominant de la vie et de la culture de cette région. Or, dans toute culture, la colère est généralement plutôt sujette à un calibrage permettant d'échapper aux instincts primaires et de coexister en évitant le chaos. Les Arabes et musulmans se voyaient donc affublés de pensées, de comportements et d'attitudes jugés hors contrôle (Matsumoto et al. 2010). En d'autres termes, les sociétés musulmanes étaient réputées échapper à tout ordre, à toute régularité, incapables de réflexes appropriés dans leur rapport au monde extérieur, prisonnières de conflits interminables ; enfin, leurs citoyens étaient réticents à s'intégrer dans les sociétés étrangères d'accueil lorsqu'ils émigraient (Buhagiar et al. 2018). Les « musulmans » ne constituent toutefois pas un bloc homogène et la plupart vivent en paix. De surcroît, l'islam n'est pas en soi une source de colère ; ce sont les conflits au sein de cette aire géographique qui le sont. Aussi l'hypothèse formulée par Lewis péchait-t-elle avant tout par son essentialisme et son aveuglement idéologique. L'historien n'a pas été contemporain des révoltes sociales plus récentes qui, concomitantes à celles du monde musulman, ont agité bien d'autres sociétés. Les soulèvements arabes n'ont que peu à voir avec la culture en définitive, et davantage avec les inégalités et la violence étatique, l'absence de perspectives pour la jeunesse, c'est-à-dire avec des maux qui sont également ceux d'une frange non négligeable de la société globalisée.

Si la culture reflète la manière dont un groupe résout ses problèmes, et dans la mesure où une majorité de cultures sont exposées à des préoccupations similaires, développant des systèmes de sens comparables sur de nombreux aspects, les musulmans ne sont pas animés d'une « rage » supérieure à celle d'autres peuples, quoique certains spécialistes perçoivent dans leur colère un

glissement évident de la culture vers la religion. Les tensions parcourant certaines diasporas musulmanes en Europe sont-elles par exemple le reflet d'une « révolte de seconde génération » (Leiken 2011) ? La colère de musulmans européens ayant parfois sombré dans le jihadisme est-elle « importée » depuis l'extérieur ou a-t-elle été produite sur le vieux continent lui-même ? Ces débats sont fondamentaux et loin d'être clos à ce jour au regard des intenses controverses qui les entourent : citons la vive confrontation entre les chercheurs Gilles Kepel et Olivier Roy dans le contexte français, au sujet des racines de la radicalité islamiste, ou encore les travaux du sociologue Johan Meuleman (2002) sur l'islam à l'heure de la globalisation, des chercheurs Birgit Schäbler et Leif Stenberg (2004) sur les effets de la modernité et de la globalisation dans le monde musulman, du sociologue irano-américain Saïd Amir Arjomand (2004) sur islam, changement politique et globalisation, ou encore du sociologue Mark Juergensmeyer (2013) qui retrace l'histoire de la globalisation dans cette partie du monde.

Les contestations de 2019 ont pu rendre compte de l'existence et de la puissance d'une colère aujourd'hui plus globale que locale, qui ne s'arrête pas à un territoire déterminé mais parcourt l'ensemble du monde. D'une certaine manière, ces événements ont pu contredire de nombreux stéréotypes rattachés à la culture et révéler la présence d'une crise *dans* cette culture globale – produit d'une hybridation entre diverses cultures – et non exclusivement en ses marges. Certes, la culture est souvent une contrainte, voire une nuisance pour les êtres humains, faite de normes et d'impératifs auxquels ils ne peuvent que difficilement ou pas échapper. Mais la culture est aussi supposée offrir aux individus et aux communautés un sens quant à leur vie individuelle et collective, des outils pour négocier avec la complexité, s'ajuster, trouver les moyens de survivre, atteindre un statut viable, acceptable.

Aussi, parce que bien des colères collectives de nature politique s'articulent autour de ferments psychologiques et affectifs relativement proches, et parce qu'elles diffèrent fondamentalement d'autres colères aux modes d'expression plus variés et plus contenus, peuvent-elles se révéler dévastatrices en prenant la voie de la violence physique. Dans ce cadre, la colère a le potentiel de défaire les liens, de causer certains dommages physiques et psychologiques irréparables, et d'engendrer d'infinis cycles de représailles entre groupes. Pour ces raisons, toutes les cultures sont susceptibles de chercher à minimiser l'expression de colère de ceux qui, par exemple, en veulent à d'autres jouissant d'un meilleur statut. En même temps, toutes les cultures développent des solutions différentes aux questions universelles soulevées par l'organisation en société ; les écologies changent, de même que les ressources. Les divergences d'environnement physique, les facteurs sociaux, la morphologie des familles et des communautés peuvent tous influer sur les réponses apportées. D'une culture à l'autre, la minimisation de la colère ne sera donc pas nécessairement la même. Avant de tenter de l'apaiser, les expressions prototypiques de colère ne seront pas semblables, et certaines même très spécifiques. Les recherches disponibles sur les négociations montrent par exemple les effets radicalement dissemblables qu'une expression de colère peut susciter : en 1990, l'ancien président américain Bill Clinton avait ainsi compromis ses négociations commerciales avec le Japon du fait de son attitude colérique et agressive envers ses interlocuteurs. Dans d'autres cas, la colère a, au contraire, catalysé ce type de négociations lorsqu'il n'y avait d'autre choix que de les relancer par une impulsion émotionnelle (Sharma et al. 2020).

Un large éventail de « protagonistes colériques »

Quels sont les protagonistes de cette colère et comment celle-ci s'exprime-t-elle ? Quelles en sont les dynamiques ? Peut-on identifier et interpréter des sentiments collectifs à l'échelle des

nations ? Du côté des États, la colère s'est nettement propagée au cours des dernières années. L'État doit ici être appréhendé comme une personne agissant sous le coup d'affects : les États-Unis ont été humiliés par le 11 septembre 2001, Israël reste dans une colère noire contre les Palestiniens, la Chine se souvient combien elle a souffert durant l'ère de la diplomatie de la canonnière. D'un point de vue politique, la colère s'évalue à la disposition de gouvernements et des régimes à l'agressivité et au conflit. Si elle n'a rien de nouveau, cette tendance tend nettement à s'accélérer. Le xxi^{e} siècle est ainsi marqué par certaines interventions et ingérences conduites en dehors du droit international, par un regain de belligérance unilatérale obéissant à d'authentiques élans de rage. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak, pour ne citer qu'elles, furent lancées en guise de représailles revanchardes. De nombreuses immixtions d'États dans les affaires d'autres nations découvrent également de vieilles colères enfouies.

La colère se manifeste, de surcroît, à travers la crise des institutions multilatérales nées de la fin de la Seconde guerre mondiale et des formes de coopération fondées sur la démocratie et sur la paix. Cette colère des peuples du monde envers un ordre global, voire celle d'hommes et de femmes politiques envers des organismes politiques transnationaux jusque récemment acceptés et reconnus par le plus grand nombre, n'est pas étrangère aux colères des peuples envers leurs gouvernements au plan national. Depuis des années, une approche individualiste et unilatérale conforme à l'adage « Notre pays avant tout » et qui prend tous les traits d'un nationalisme aux couleurs du patriotisme, friand de boucs-émissaires choisis en guise de cibles pour exprimer sa colère, semble avoir pris le pas. Elle est nourrie par des gouvernements qui n'hésitent pas à rejeter leurs fautes et leurs responsabilités sur la communauté internationale au lieu de les assumer, et à entamer les bases d'une coopération globale sur plusieurs enjeux clés. Après son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump avait déclaré l'OTAN « obsolète » et annonçait sa volonté de réduire jusqu'à 40 % la contribution américaine au budget des Nations unies, alors que l'Amérique en est traditionnellement le premier financier.

Les menaces qui pèsent sur le système multilatéral sont sérieuses et la pression induite par toute une série de mutations globales n'est pas sans susciter un climat de colère parmi les opinions publiques et les populations supposées être les récipiendaires d'une aide internationale qui, dans les faits, s'est considérablement amenuisée. Pour ne citer qu'elle, la crise durable en Haïti et la lenteur de l'acheminement de l'aide humanitaire à destination des civils désemparés, privés de tout habitat et de tout horizon, manquant d'eau et de denrées alimentaires de première nécessité, a causé des éclats de colère réguliers au cours des dernières années. Dans un article consacré à la crise du secteur humanitaire et à l'épuisement des rêves que celui-ci pouvait cristalliser il y encore trois décennies, la sociologue Devika Sharma (2017) évoque une « crise de l'émotion humanitaire ». Accusé d'incurie, taxé d'inutilité, générant une colère générale en raison de son incapacité à répondre aux défis du présent, le multilatéralisme est comme en état de siège. Peut-il être sauvé (Linn 2017) ? Les divisions et rivalités entre États, profondes et manifestées avec véhémence dans les enceintes mêmes de ce système, peuvent-elles être résolues ? Un contre-mouvement porteur d'espoir peut-il émerger et, avec lui, les fondements d'un nouvel ordre global où confiance et coopération seraient restaurées ?

Parallèlement, la colère est désormais plus distinctement reconnue comme une affaire de genre. Tandis que les relations entre hommes et femmes, ainsi que les violences sexistes et sexuelles qui sont anciennes, représentent un enjeu global, la situation des femmes sur des questions aussi fondamentales que leur place dans la politique étrangère, les forces armées et dans la guerre est de plus en plus fréquemment soulevée. Pour autant, en dépit de la reconnaissance croissante d'un biais de genre, une « globalisation féministe » reste à inventer. Cette absence n'est

pas sans implications. On sait qu'analyser des crises ou suivre des objectifs politiques ne peut être totalement neutre en matière de genre, au risque d'affermir les clichés existants. Dans cet éventail de questionnements, quelle place tient la colère ? À partir de 2017, le mouvement #MeToo (#MoiAussi) a révélé la frustration et la colère de milliers de femmes à travers le monde quant aux violences qu'elles subissaient, des viols aux agressions et harcèlements, notamment lorsqu'elles sont issues de minorités visibles. Au-delà de l'expression publique fiévreuse de ces griefs anciens, beaucoup de ces femmes se sont rapprochées les unes des autres, ont noué des relations sincères, de puissantes solidarités, en particulier au sein d'un espace numérique globalisé. Elles ont décidé de porter haut et fort, conjointement, l'exigence d'un changement profond des mentalités et des mœurs. Dans le sillage des travaux pionniers de la philosophe Héléna Hirata et de la sociologue Hélène Le Doaré (1998), certaines perspectives théoriques féministes sur la globalisation, universalistes ou plus autonomes, se sont emparées du mouvement en vue de démontrer quels défis s'imposent réellement aux femmes dans un monde global demeuré en large part sous domination masculine.

La colère renvoie également à un « âge du radicalisme » se référant à tous ceux qui refusent un compromis en allant jusqu'au bout de leur logique et de leurs certitudes. Ce radicalisme a peu à voir avec ses formes antérieures : les « radicaux colériques » d'aujourd'hui ne souhaitent pas, aux antipodes de certains de leurs prédécesseurs, la fin du système des castes, des inégalités et de l'innovation technique ; ils n'ont aucun plan de renversement de l'individualisme ancré dans le capitalisme et qui atomise la société. Sûr de lui, agressif et organisé, le « perdant radical » (Enzensberger 2006) transforme plutôt sa colère en abominations au nom d'une « juste cause ». La colère revient alors constamment : elle exprime une dépossession et recouvre un sentiment de rejet et d'exclusion (Davenport 2017), procure une « cause » à un projet de réforme violente des institutions et de la société.

La colère reste par ailleurs omniprésente dans les conflits (Neto et David 2017). Il est rare, à ce titre, qu'elle provoque des comportements de conciliation ; en règle générale, elle déclenche plutôt, autant qu'elle entretient, les antagonismes. La colère est l'une des émotions les plus ravageuses que l'on puisse recenser parmi les conflits entre les groupes et communautés, susceptible d'aboutir à tous types d'agressions. Les guerres israélo-palestiniennes fournissent, un exemple édifiant des cycles de représailles entre camps adverses provoqués par des colères collectives (Halperin 2008). Pour autant, il peut aussi arriver que la colère se traduise par une dynamique opposée : au lieu de rendre les individus plus hostiles et désireux de se venger, elle sert de « signal » à l'acceptation de concessions en vue précisément d'éviter les conséquences négatives d'une aggravation de la violence et de faciliter un règlement du conflit. On peut citer ici la crise politique survenue entre la Corée du Nord et les États-Unis sur la question nucléaire, tout au long de laquelle une « diplomatie de la colère » ostentatoire et déployée réciproquement par les deux parties a paradoxalement moins aggravé l'escalade des tensions que désamorcé un conflit ancien (Young 2020).

Par sa négativité, la colère est de plus décisive à la compréhension des populismes, d'extrême-droite comme d'extrême-gauche. Dans de nombreux pays, la colère qui a été engendrée par la crise économique et financière s'est traduite par un rejet des élites et par une progression émotionnelle des citoyens vers le populisme. La question des réfugiés et des migrants a notamment fourni un terreau fertile et des armes idéologiques de premier plan aux différents mouvements et partis populistes. Ces vingt dernières années, ces mêmes mouvements et partis ont lentement mais surement récolté les fruits de leur stratégie en triplant le nombre de votes en leur faveur à travers l'Europe et au-delà. Depuis 2016 et le Brexit (Schill et Kirk 2017), cette tendance s'est encore

accentuée. La rhétorique populiste amplifie l'état de colère de citoyens ayant le sentiment d'avoir été « trahis », négligés et exploités par leurs gouvernants. Leur colère est souvent ce qui les a conduits à rechercher une nouvelle offre idéologique.

La colère est enfin l'affect le plus présent sur Internet et celui qui se répand également le plus rapidement dans les interactions qu'il y façonne. Telle était déjà la conclusion d'une étude du réseau social chinois Weibo en 2013, sur la base d'une catégorisation émotive de 70 millions de messages (mots-clés, émoticônes) écrits par 200 000 usagers sur une période de six mois en 2010. Considération faite de leur influence, une étude de l'université de Beihang mettait bien en évidence la primauté de la colère parmi des émotions aussi diverses que la joie, la tristesse ou le dégoût, la plus susceptible de se diffuser à échelle globale sur ce type de réseau. Un tel constat vaut sans doute pour de nombreux autres réseaux sociaux tels Twitter ou Facebook, où l'état d'esprit des communautés présentes est semblable au-delà de leurs ancrages culturels respectifs. À cet égard, il n'y a évidemment rien de nouveau au fait que les émotions ou humeurs d'une personne puissent influencer celles des autres, mais cette colère omniprésente interroge : les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont-elles ses vecteurs ou contribuent-elles à susciter des formes de colère particulières, « digitalisées » ? Il a été montré, sur ce point, que l'usage des NTIC est très lié aux émotions qui en découlent, et que des émotions comme la colère modifient autant les schémas d'utilisation de telles technologies qu'elles sont modifiées par elles en retour (Shank 2014).

La colère est particulièrement présente et négativement amplifiée sur les réseaux sociaux, où elle a le pouvoir de « contaminer » des groupes entiers d'internautes de manière virale, au sein de « chambres d'écho émotionnelles » (Wollebaek et al. 2019). Plus la colère en rapport avec un usage excessif d'Internet et de ses ressources augmente, plus elle pourra susciter des sentiments d'impuissance et de détresse, de l'anxiété et du stress. En effet, elle engendre des réactions plus vives dans l'univers virtuel qu'au sein de la sphère réelle. Plusieurs raisons éclairent la facilité avec laquelle tout internaute peut se mettre en colère plus rapidement et plus intensément derrière un écran : l'anonymat, parce qu'il désinhibe, l'absence de toute régulation de l'espace numérique, et « l'introjection solipsiste », approche selon laquelle communiquer avec son ordinateur peut faire croire que l'on se parle à soi-même et non à un autre. Internet rythmant l'existence de plusieurs milliards d'êtres humains, les « réseaux de colère » qui s'y déploient à large échelle, sur tous les sujets, exercent à l'évidence une influence notable sur les comportements sociaux et politiques, que celle-ci soit jugée profitable ou au contraire nuisible.

Conclusion

Tantôt extraordinaire, cosmique, et « saine », tantôt démesurée, violente et dangereuse, la colère inonde la globalisation dont elle semble consubstantielle ; elle a déjà, de longue date, démontré sa faculté à bouleverser l'ordre des choses et le cours de l'Histoire. La colère est une émotion – sociale et politique – essentielle traversant tous les espaces, fondamentale à toute l'activité humaine. Dans le même temps, son ambivalence est indiscutable : elle contribue, d'une part, à la montée des individualismes, des populismes et des nationalismes, aux polarisations ainsi qu'à la violence et aux conflits qui portent en germes une déglobalisation ; de l'autre, elle est ce qui instaure de nouveaux rapports entre les acteurs de l'arène globale et enrichie la globalisation. La colère permet alors de mettre au jour des injustices et des inégalités, de résister à la pression du tout-global, de célébrer la diversité et de régénérer des démocraties en crise. En fonction de la définition qu'on lui apporte et de l'idée que l'on s'en fait, ces propositions sont toutes valables.

Dans un essai paru en 2007, *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, l'anthropologue Arjun Appadurai avait eu l'intuition de l'émergence d'un « régime globalisé de

colère ». Pour lui, la colère redessinait les lignes de faille au détriment premier des « perdants » de la globalisation. Pour le philosophe Peter Sloterdijk, la colère, à travers une pléiade de phénomènes politiques allant des émeutes sociales au terrorisme religieux, a plutôt sanctionné le réveil de ces déclassés et leur détermination à ne pas accepter le statut qui leur est imposé dans une compétition globale devenue impitoyable. Indépendamment de l'optique que l'on retiendra ici, la colère n'est plus ce refoulé de la modernité ; elle est pleinement évacuée et revendiquée, et met à mal, sur son passage, le *statu quo*. Autrement dit, la colère vient déchirer le voile de tranquillité et de paix dans lequel nombre de gouvernants se sont longtemps drapés.

La question consiste davantage à analyser si cette colère n'est que fugace ou appelée à durer et à éclater à chaque nouvelle accumulation émotionnelle irrésolue. Que diront ces crises répétitives de la globalisation ? Les époques passées en débordent, la colère résultant souvent de l'oubli indolent des désastres et des drames antérieurs. Car la colère, constructive lorsqu'elle explicite et dénoue des rancœurs et divisions, est également une pathologie de systèmes économiques et politiques malades, d'une globalisation qui pourrait avoir atteint ses limites. Muée en culture dominante et standardisée, la colère peut conduire à une impasse, sans la moindre assurance de salut lorsque sa décharge est incontrôlée et incontrôlable. Elle devient dès lors furieuse, au sens antique du terme, ne présageant pas d'évolutions favorables au plus grand nombre mais plutôt des spirales incessantes de violences et de conflits.

Comme le souligne la philosophe américaine Martha Nussbaum, c'est d'une transition depuis ce régime globalisé de colère vers une pensée humaniste renouvelée et orientée vers la justice, la générosité, le pardon et la réalisation du bien commun dont le monde a le plus besoin. Or, c'est bien la colère qui semble chaque jour abreuver la globalisation, palpable partout.